

## Militants historiens, ou l'histoire au service du militantisme

Gaston Clémendot et Maurice Dommanget sont deux personnages marquants des débuts du syndicalisme enseignant. Ils ont en commun un militantisme politique et syndical ardent sur fond de soif d'érudition. Pour prendre la mesure de cette curiosité intellectuelle, il suffit de parcourir leurs fonds respectifs<sup>1</sup> : le nombre impressionnant de coupures de presse et d'ouvrages qu'ils conservaient chacun ainsi que la correspondance soutenue avec les savants et militants les plus reconnus témoignent à la fois de leurs centres d'intérêts et de l'étendue de leur culture. À travers un nombre impressionnant d'écrits (articles et ouvrages) ils ont l'un et l'autre contribué à faire avancer la connaissance historique et, par là, enrichi les débats politiques et syndicaux de leurs collègues dans leurs organisations syndicales et politiques respectives. Tous deux passionnés d'histoire, et notamment de celle de la Révolution française, ils ont su en faire l'outil de compréhension de leur époque. C'est là que nos deux personnages ont puisé, pour l'essentiel, les raisons de leur engagement social et politique. Ils se placent tantôt en position d'historien, tantôt en position de militant, ce qui les conduit dans un premier cas à participer à la construction historique et dans le second à utiliser l'histoire pour justifier leur action.

Avant de rentrer dans le vif de leurs intérêts respectifs, présentons les succinctement<sup>2</sup>.

Gaston Clémendot est l'aîné : né en 1868, mort en 1952, il était entré à l'École normale d'Auxerre en 1883 et fait la grande partie de sa carrière d'instituteur à Mélisey, petite commune rurale de l'Yonne de 1894 à sa retraite. Militant socialiste, il est secrétaire fédéral de la Fédération des travailleurs socialistes de l'Yonne de 1897 à 1905. Militant syndicaliste, il est responsable de l'Amicale de l'Yonne avant 1914 puis membre du bureau du Syndicat national entre les deux guerres. Très affecté par la mort de son fils aîné Jean à Verdun, il accentue son action pacifiste dans les années 1930 et 1940 au sein de nombreuses organisations comme la Ligue des Droits de l'Homme, le Comité d'Action contre la guerre et les groupes maçonniques, la Confédération générale pacifiste.

Maurice Dommanget est le cadet : né en 1888, mort en 1976, il fait la majeure partie de sa carrière d'instituteur à Mor-

villers, petit village picard, jusqu'à sa retraite en 1945. Signataire du *Manifeste des instituteurs syndiqués* en 1912, il fonde le premier syndicat de l'enseignement de l'Oise en 1914. De 1919 (alors qu'il est secrétaire du syndicat des instituteurs de l'Oise) à la réunification syndicale de 1935, l'essentiel de son activité militante s'opère au sein de la Fédération de l'enseignement (il en est secrétaire général d'août 1926 à 1928). Il avait rejoint la CGTU dès la scission de 1922. Libre penseur et militant communiste, il adhère au PC en décembre 1920 (après le congrès de Tours) et le quitte en 1930.

On pourrait classer en grandes catégories leurs centres d'intérêts. Dommanget est reconnu à part entière comme un historien du mouvement ouvrier : Michel Vovelle le qualifie de « l'un des chercheurs les plus féconds et originaux qui ont illustré l'historiographie révolutionnaire »<sup>3</sup>. La place particulière de Dommanget dans un dossier sur militantisme et érudition s'impose dès lors qu'on s'accorde à affirmer avec Francis Arzalier : « que Dommanget ne devient historien que dans la mesure où il fut militant ». Il suffit pour s'en convaincre de regarder attentivement les thèmes de recherches qu'il a abordés et qu'on peut classer ainsi : la religion (et notamment la déchristianisation), l'histoire du mouvement ouvrier et de ses grands théoriciens (Saint-Just, Maréchal, Babeuf, Blanqui...), la Révolution française, la Commune, les théoriciens pédagogiques (Paul Robin, Proudhon, Robert Owen, Francisco Ferrer, Albert Thierry...). Enfin, il a contribué à un ouvrage collectif sur *Le Syndicalisme dans l'enseignement*<sup>4</sup>, histoire de la Fédération unitaire de l'enseignement où il a milité de 1919 à 1935. Ses articles sont publiés dans les grandes revues syndicalistes (*L'École émancipée*<sup>5</sup>, *L'École libératrice*<sup>6</sup>...), historiques (les *Annales historiques de la Révolution française*, la *Revue d'histoire économique et sociale*, *Le Mouvement social*...) et politiques (*L'Humanité*, *Le Prolétaire de l'Oise*, *La Franche-Comté socialiste*...). Ses éditeurs sont multiples (A. Colin, F. Maspero, Spartacus, Éditions sociales, Éditions de l'idée libre...)<sup>7</sup>.

L'œuvre de Gaston Clémendot, sans doute moins reconnue par l'Université, traite les mêmes thèmes. Elle est davantage, mais pas exclusivement, tournée vers les enfants. On y trouve en effet de nombreux manuels scolaires (dont une *Histoire de France à l'usage des cours élémentaire et moyen* publiée avec Gustave Hervé en 1904 sous le pseudonyme de Duville, ou *L'Histoire de France expliquée aux enfants*, publié en 1914) mais aussi des précis d'agriculture, des ouvrages sur le christianisme, une monographie sur Robespierre... Dans ses articles à l'intention de ses camarades, syndicalistes ou politiques, il s'exprime sur des sujets d'actualité à la compréhension desquels il apporte une analyse documentée : articles sur la défense laïque, pour la paix,

sur les rapports entre capitalisme et machinisme, sur le problème agricole, enfin un manuscrit resté inédit intitulé *La Fédération des Travailleurs socialistes de l'Yonne, le Pioupiou et l'Hervéisme*<sup>8</sup> est conservé dans son fonds.

On voit par cette brève énumération, combien ces deux militants avaient comme points communs à la fois la nécessité d'aller chercher dans l'histoire la compréhension et la défense de leurs théories sociales et politiques et la volonté de communiquer cette compréhension. Tous deux se connaissaient, de nombreuses coupures de presse de l'un et l'autre figurent dans leurs fonds respectifs pour en témoigner.

Puisque c'est principalement dans l'histoire qu'ils puisent tous les deux les arguments de leur militantisme, il nous est apparu intéressant d'interroger leurs positions respectives sur la question du rôle de l'histoire, et particulièrement de son enseignement, dans la constitution de la pensée.

On doit à Clémendot d'avoir posé la question de l'enseignement de l'histoire à l'école primaire dès le Congrès des Amicalistes de Lille en 1905. Il provoque un débat qui aide à fixer la doctrine de la majorité des instituteurs : il oppose à l'enseignement de l'histoire conçu pour soutenir le régime en place, la conception d'un enseignement impartial, capable de donner à l'histoire enseignée à l'école primaire le caractère scientifique qu'elle acquiert à la même époque à l'Université. C'est lui qui insinue le doute dès 1905 sur une réelle valeur éducative de l'histoire. C'est lui aussi qui introduit à ce sujet les termes forts du débat : neutralité, impartialité, vérité, science... Le Congrès de Lille est important à plus d'un titre. Outre le fait qu'il pose les premiers jalons d'un débat qui fait l'actualité des revues pédagogiques et syndicales des instituteurs jusqu'en 1939, et particulièrement dans les années 1920, il est également revendiqué comme fondateur de la réflexion pédagogique du syndicat unitaire. En effet la « *thèse de l'impartialité en histoire que le syndicalisme venait de faire sienne allait s'étendre à l'enseignement tout entier et servir de base à la doctrine que la Fédération des syndicats professa durant de longues années sous le nom d'éducation rationnelle et humaine* »<sup>9</sup>.

Pour pallier l'insuffisance de l'histoire officielle, *L'École émancipée* favorise, dès 1910, « *à ce sujet des études sérieuses de camarades compétents sur les idées révolutionnaires et syndicalistes à travers l'histoire* »<sup>10</sup> afin de former les instituteurs. Dommanget y contribue pleinement : entre 1910 et 1939 quelque 700 articles publiés dans cette revue font référence à la Révolution française, 106 d'entre eux sont signés par Maurice Dommanget. Proche des thèses de Mathiez (comme l'est par ailleurs Clémendot) il y publie également des comptes-rendus des articles publiés dans les *Annales historiques de*

*la Révolution française*. Révolution de l'origine, la Révolution française est en effet prétexte, pour Dommanget, à l'étude du processus révolutionnaire dans son ensemble.

Dès ses débuts, *L'École Émancipée* entre dans le débat sur une position plus audacieuse que celle prônée par Clémendot. À l'impartialité définie par Clémendot (confrontation des diverses thèses), les rédacteurs de la revue préfèrent montrer leur engagement en faveur d'un enseignement de classe plus prononcé, davantage tourné vers l'histoire du travail et des travailleurs grâce à l'histoire matérialiste.

C'est encore autour des questions que pose Clémendot que se structure le discours des années 1920. Lors du Congrès de Lyon du SNI en 1924, il propose la suppression de l'enseignement de l'histoire à l'école primaire. Il expose ses arguments dans une série de longs articles publiés dans le bulletin du Syndicat entre novembre 1923 et juillet 1924. La question a suscité un tel débat qu'il a donné lieu à une quarantaine d'articles dans diverses revues corporatives et est même relayé par la presse nationale. Les critiques formulées par Clémendot à l'égard de l'enseignement de l'histoire s'articulent autour de quatre grands griefs qui font de l'histoire à l'école primaire : 1) une discipline chronophage qui ne peut qu'encombrer la mémoire des enfants, 2) une science trop incertaine qui devrait se limiter aux choses sur lesquelles

<sup>1</sup> le fonds Dommanget (réparti en 3 000 ouvrages, 300 collections de périodiques et quelque 104 boîtes d'archives de dossiers thématiques) est déposé à l'Institut français d'Histoire sociale situé aux Archives nationales, rue des Francs Bourgeois à Paris ; le fonds Clémendot (composé de 16 cartons) est déposé aux Archives nationales, rue de Valenciennes à Paris.

<sup>2</sup> d'après les notices du CDROM du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris : éditions de l'Atelier, 1997.

<sup>3</sup> Vovelle (Michel), "Conclusion", in *Maurice Dommanget (1888-1976) citoyen, pédagogue, historien. Actes du colloque international organisé à Beauvais les vendredi 6 et samedi 7 mai 1994*, Beauvais : Archives départementales de l'Oise, 1996, pp. 249-250.

<sup>4</sup> Bernard (François), Broué (Pierre), Dommanget (Maurice), Serret (Gilbert), *Le Syndicalisme dans l'enseignement : Histoire de la Fédération de l'enseignement des origines à l'unification de 1935*, Grenoble : Institut d'études politiques, [1938], 3 tomes.

<sup>5</sup> Revue pédagogique hebdomadaire publiée par la Fédération où militait Dommanget. Il a énormément contribué à la qualité de la revue, notamment en demandant l'introduction, dès 1923, d'articles scientifiques, littéraires, d'une rubrique secrétaires de mairies, de pages réservées aux travaux de la campagne...

<sup>6</sup> organe hebdomadaire du SNI.

<sup>7</sup> une bibliographie plus complète comportant plus de 300 références a été déposée au Centre d'Histoire sociale du XX<sup>ème</sup> siècle.

<sup>8</sup> en cinq fascicules dactylographiés de 50 p. chacun, commencés en 1913 et achevés en 1945.

<sup>9</sup> Bernard (François) et al., *Le Syndicalisme dans l'enseignement...*, op. cit. Souligné par les auteurs.

<sup>10</sup> Letourneau (G.), « Instruisons-nous et armons-nous », *L'École Émancipée*, Vie sociale, 4 avril 1914.

tout le monde s'accorde, 3) une science trop complexe et par là inaccessible aux enfants, 4) une science impossible car ou falsificatrice ou simplificatrice. La même année, la question de l'enseignement de l'histoire est également à l'ordre du jour du congrès de la Fédération CGTU de l'enseignement où milite Dommanget. Les militants rejettent majoritairement, dans les deux organisations, la proposition provocatrice de Clémendot mais s'accordent à reconnaître la valeur éducative de l'histoire, que ce n'est pas une science d'enfant, et que son enseignement révèle une potentialité de falsification et de partialité. Pour réduire ces difficultés, les deux mouvements syndicaux s'orientent vers une re-définition du contenu à enseigner.

La Fédération unitaire décide de rédiger un manuel d'histoire conforme à la conception d'une histoire résolument engagée. Publiée en 1928, la *Nouvelle histoire de France* qui s'affiche comme l'œuvre collective rédigée selon l'esprit du Congrès de 1924 est en réalité le fait de deux militants : Louis Boutreux et Antoine Richard, tous deux rédacteurs des cours antérieurs parus dans la partie scolaire de la revue. Parallèlement, à l'issue du Congrès de Lyon, le S.N. a chargé « Clémendot, en dépit de ses opinions de plus en plus subversives sur l'histoire, [...] de contribuer à la rédaction d'un manuel »<sup>11</sup>. Alors que la section du Var demande que « le S.N. s'entende avec la Fédération pour l'élaboration de ce manuel », l'objection de Clémendot porte essentiellement sur deux points. Il ne saurait s'agir pour lui de rédiger un nouveau manuel mais une initiation à l'histoire et ce point s'accorde avec l'argumentation qu'il a défendue au Congrès de Lyon sur le fait que l'histoire n'est pas à la portée de l'intelligence infantine. Il refuse d'emblée la position d'un « manuel à thèse » exclusivement tourné vers le matérialisme économique et la lutte des classes, suite logique de son objection maintes fois affirmée contre l'enseignement partial quelle que soit la doctrine qu'il serve. Les reproches faits au manuel de la Fédération se cristallisent sur ce second point. Alors que d'éminents historiens (Mathiez et Sée) appelés à la rescousse pour défendre le manuel félicitent la Fédération pour avoir su mettre à la portée des travailleurs la nouvelle orientation des études historiques et rendent hommage à la parfaite impartialité dont fait preuve l'ouvrage, certains militants, à l'intérieur de la Fédération, lui reprochent la tiédeur de sa valeur révolutionnaire. La question du manuel occupe une place centrale dans les débats du Congrès de Besançon et les trois motions soumises au vote sur cette question révèlent bien les clivages. La motion Dommanget (majorité fédérale) soutient le manuel tout en demandant « à rectifier dans le sens révolutionnaire les passages défectueux en cas de seconde édition ». Dommanget résume ainsi la position qu'il défend : « nous

*sommes pour le manuel par rapport à ceux qui existent et contre par rapport à ceux qui suivront »* (motion adoptée à 160 voix). La motion Richard (minorité soutenant le manuel) demande le soutien du manuel dans sa forme actuelle parce qu'elle prévoit « *le danger qu'il peut y avoir à réclamer pour l'enfant et pour l'adolescent un enseignement de classe d'allure dogmatique et prématurément combative »* (29 voix). La motion Desvaux (minorité communiste) considère que « *l'éducation rationnelle et humaine ne peut être qu'une utopie en régime capitaliste car elle n'est possible que dans une société sans classe antagoniste, c'est-à-dire communiste »*, et reste convaincue que « *l'édition d'un livre destiné à être employé à l'intérieur des écoles est essentiellement réformiste »* (12 voix). Le débat sur le manuel et le compromis auquel il a abouti reflètent, au-delà de la question sur l'enseignement de l'histoire, les clivages existants au sein de la Fédération. Ainsi la position adoptée par Dommanget sur le Manuel correspond à celle qu'il défend sur le rôle de la Fédération face à l'école laïque : « *nous sommes tenus de la défendre par rapport à l'école privée et de l'attaquer par rapport à l'école du travail, de la défendre contre l'aile droite de la bourgeoisie et de l'attaquer contre l'aile gauche de la bourgeoisie. C'est ce que fait jusqu'ici la Fédération sans avoir aucune illusion sur la valeur émancipatrice de l'école bourgeoise »*<sup>12</sup>.

C'est pour mener à bien ce combat que Dommanget s'est donné pour but de mettre la science de l'historien au service de l'engagement du militant. C'est ce qui le conduit à rappeler qu'il faut que la classe ouvrière s'intéresse à sa propre histoire et se donne pour mission d'arracher à la bourgeoisie le monopole de l'instruction. En accord avec les positions de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement et du PCF, il prône l'action d'un contre-enseignement fondé sur une culture et une morale propres à la classe ouvrière et aux révolutionnaires. Les instituteurs syndicalistes ont pour mission selon lui de suppléer la carence des gouvernants et de doter le prolétariat de sa propre culture afin de préparer la révolution. Et c'est là qu'il voit l'échec de la Révolution : dans l'absence de formation révolutionnaire des instituteurs qui n'ont pu inculquer les principes révolutionnaires et donc permettre la régénération sociale<sup>13</sup>. C'est cette conviction profonde qui le motivera tout au long de sa carrière pour fournir à ses collègues matière à une solide formation historique.

Au total, le manuel de la Fédération unitaire s'est trouvé confronté à trois oppositions : la droite qui lui reproche sa tendance lutte des classes et l'absence d'élan patriotique, la frange réformiste d'une majorité d'instituteurs pour laquelle il est difficile d'employer cet ouvrage dans les classes, l'extrême gauche qui considère le compromis bourgeois réalisé comme dangereux.

De son côté son initiation à l'histoire commandée à Clémendot n'est pas publiée en manuel mais par articles dans les colonnes de *L'École Libératrice* en 1931. Son manuscrit avait préalablement été envoyé pour avis par le SN à un comité d'experts<sup>14</sup>. Les critiques se recourent et reprochent notamment à Clémendot son esprit tendancieux et sa conception matérialiste de l'histoire ! L'auteur se trouve ainsi confronté aux mêmes critiques formulées quelques années auparavant contre le manuel fédéral dont il avait lui-même jugé la partialité dès la conception. Parallèlement, la Section de la Loire du SN critique à son tour l'initiation à l'histoire publiée dans *L'École Libératrice*. La critique principale porte sur le fait que bien que « *Clémendot ne néglige jamais l'histoire de la production et ses conditions, il ne se résout jamais à l'interprétation économique qui reste le guide le plus sûr qui tend à faire de l'histoire une véritable science* », « *on aurait pu* », selon les auteurs, « *sans pour cela transformer le cours en catéchisme marxiste, insister sur la formation, le développement et la venue à la maturité politique des classes sociales détentrices de la puissance économique* ». On retrouve dans les archives de Clémendot, une réponse point par point à toutes les critiques, aussi bien à celles des historiens experts (il leur consacre 58 pages dactylographiées de réponses) qu'aux auteurs de l'article sur l'examen de son initiation. Ses réponses se recourent : « *Je m'interdis, en effet les "interprétations" purement subjectives auxquelles on peut opposer d'autres "interprétations". [...] J'ai répondu par avance dans l'avertissement : "nous reconnaissons que l'évolution historique a été déterminée en grande partie par les conditions économiques, mais nous nous refusons à accorder au principe de la causalité matérielle le bénéfice de l'exclusivité [...] il y a du vrai dans toutes les thèses, mais toutes deviennent fausses lorsqu'on veut leur donner un caractère de vérité absolue"* ».<sup>15</sup>

Un accord se dessine dans les années 1930 entre les deux camps en faveur d'un développement de l'histoire de la civilisation et d'un recours à l'histoire locale. Quand divergence il y a, par exemple pour se déterminer en faveur d'une histoire axée sur la réconciliation de tous les peuples ou sur l'alliance de tous les prolétaires contre l'enseignement de classe bourgeois, c'est toujours sur le contenu que les instituteurs entendent agir tant sont également présents, chez eux, les soucis de vérité et d'impartialité. Au-delà de ce qui les oppose, les forces en présence partagent un même point de vue paradoxal : c'est en raison même du fait que l'histoire n'est pas à la portée de l'enfant, qu'il faut la lui enseigner.

Nos deux personnages ont comme points communs leur métier d'instituteur rural, leurs intérêts, très contemporains qui montrent combien ils étaient ancrés dans leur temps, leur

caractère érudit, leur militantisme aussi bien syndicaliste que politique (même s'ils ne militaient pas dans le mêmes camps). Ils ont en commun d'avoir contribué à enrichir la réflexion de leurs collègues et contemporains de leurs formidables connaissances. Ils ont même en commun un certain paradoxe : d'un côté Dommanget, bien qu'historien attiré de *L'École Émancipée*, n'est pas en charge des leçons d'histoire de la rubrique vie scolaire, et malgré sa triple casquette de militant, pédagogue et historien il ne fut l'auteur d'aucun manuel d'histoire à l'usage des classes du primaire. De l'autre Clémendot qui excelle en la matière et bien qu'il ait défendu la thèse de la nécessaire suppression de l'enseignement de l'histoire à l'école primaire parce que nécessairement falsifiée et simplificatrice, est l'auteur de nombreuses leçons dans les revues pédagogiques et de nombreux manuels d'histoire. Ces paradoxes renforcent, si besoin était, combien l'histoire fut une discipline au cœur de leurs interrogations sociales et politiques.

Ce qui les aura surtout caractérisés tout deux, c'est d'avoir mis une approche scientifique de l'histoire au service de leur militantisme. Sans rien sacrifier de leur rigueur ou de leurs convictions.

Laurence BÉNICHOU ■■■

<sup>11</sup> « Congrès de Strasbourg : le manuel d'histoire », *Bulletin mensuel du Syndicat National des Institutrices et Instituteurs publics*, mars 1927.

<sup>12</sup> Dommanget (Maurice), « Réflexion à propos de l'école laïque et du Manuel », *L'École Émancipée*, Vie Pédagogique, 13 juillet 1930.

<sup>13</sup> voir Dommanget (Maurice), "Nos ancêtres : les maîtres et les maîtresses de Beauvais sous la Révolution", *L'École Émancipée* (Vie Pédagogique), 13 décembre 1931.

<sup>14</sup> composé de Halphen, professeur au collège de France, Pagès, professeur à la Sorbonne et Renouvin.

<sup>15</sup> lettre manuscrite de Clémendot conservée dans son fonds d'archives.